ФРАНЦУЗСКИЙ КОДЕКС АДМИНИСТРАТИВНОЙ ЮСТИЦИИ: ОПЫТ ПЕРЕВОДА

Аннотация. Статья представляет собой анализ перевода Французского кодекса административной юстиции, который был осуществлен при поддержке посольства Франции и ассоциации «Комитас Гентиум». В статье последовательно раскрываются трудности, к которыми пришлось столкнуться во время работы с данным Кодексом.
Ключевые слова: перевод, юридический перевод, административное право Франции, юридическая терминология.

DOI: 10.17803/2311-5998.2020.65.1.077-081

M. S. TSAREVA,

Associate Professor

of the Department of Foreign Languages
of the Kutafin Moscow State Law University (MSAL),

PhD of Philosophy, Associate Professor

mahen_koln@hotmail.com

125993, Russia, Moscow, ul. Sadovaya-Kudrinskaya, 9

FRENCH CODE OF ADMINISTRATIVE JUSTICE. TRANSLATION EXPERIENCE

Abstract. This article is an analysis of the translation of the French Code of Administrative Justice, which was carried out jointly with the support of the Embassy of France and the Comitass Gentium Association. The article successively reveals the difficulties that had to be encountered while working with this Code.

Keywords: translation, legal translation, French administrative law, legal terminology.

**Мария Сергеевна
ЦАРЕВА,**

доцент кафедры
иностраных языков
Университета имени
О.Е. Кутафина (МГЮА),
кандидат философских
наук, доцент
mahen_koln@hotmail.com
125995, Россия, г. Москва,
ул. Садовая-Кудринская, д. 9

С е qui est très bon en français, peut être exactement radin en russe¹, écrivait le grand poète russe du XVIII siècle, Alexandre Soumarokov sur la traduction des textes littéraires. La traduction des textes juridiques, indépendamment de leurs types, formes ou genres se révèle encore plus compliquée. Par ailleurs ce ne sont pas toujours les termes qui posent les problèmes, même que le plus souvent c'est justement le cas. C'est souvent le style de l'auteur si on parle de la doctrine, l'exactitude de l'exposition des faits si on parle de la documentation juridique et les deux si on est devant les textes législatifs. Comme le dit Jean-Claude Gémard [la singularité

¹ Сумароков А. П. Что очень хорошо на языке французском, то может в точности быть скаредно на русском // Избранные произведения. Л. : Советский писатель, 1957. С. 114.

de ces textes] «n'est pas sans incidences sur la traduction des textes juridiques, en particulier lorsque le TD (texte de départ) est un texte réglementaire et non de pure communication d'informations (rapport, étude), de connaissances ou de savoir (traité de droit) juridiques»². C'est pourquoi la traduction des textes juridiques c'est toujours le travail de deux côtés — la langue et le droit. Donc le travail de linguiste-traducteur et de juriste-professeur de droit. Ce qui prouve la popularité croissante de la nouvelle discipline qui est la jurislinguistique.

Je voudrais ici faire part du travail sur ce grand texte législatif qui est le Code de la justice administrative (911 articles dans la partie législative et 931 dans la partie réglementaire) et donner un nombre de commentaires concernant les difficultés qu'on a rencontrées.

Tout d'abord il faut préciser que la traduction a été réalisée à l'aide de l'Ambassade de France en Russie et en collaboration avec l'Association Comitatus Gentium France-Russie et plus personnellement Karine Bechet-Golovko, son Président et Elvira Talapina, son vice-Président. Mme la présidente écrit dans son introduction que «La traduction de ce Code français de justice administrative a pour but de donner les moyens au lecteur d'accéder à une information de première main, une information pleine et entière, qui lui permettra d'entrer dans la complexité du système français de mise en œuvre de la justice administrative, au-delà des grands principes qui sont eux mieux connus». Le Code consiste traditionnellement pour la législation française de deux parties — législative et réglementaire. La seconde partie reste plus considérable, plus détaillée et peut-être moins intéressante pour le lecteur russe mais contient plus de spécificités françaises qui aident mieux à comprendre la logique de la justice administrative «à la française».

Le Code français de la justice administrative relève du domaine de législation qui n'a pas d'équivalent réel, exacte dans le champ juridique de la langue de traduction qui est le russe. On doit dans ce cas essayer non seulement de transférer le texte lui-même mais aussi donner plein d'explications, de remarques dans les notes de bas de page et parfois dans le texte, en restant dans le cadre du texte de la loi qui doit être clair, précis et ne pas susciter de malentendus ou confusions.

Il est à noter que les systèmes de la justice administrative sont très différents en Russie et en France. D'où vient le fait que les termes, la logique même du législateur n'est pas toujours clair et a nécessité les explications, les éclaircissements. Ce qui prouve les mots de Jean-Claude Gémard que «outre le statut particulier de la norme juridique, les principaux arguments avancés pour justifier cette singularité sont l'absence de correspondance des concepts et notions entre les systèmes juridiques, la spécificité des langues et des cultures exprimant des traditions sociales parfois fort éloignées les unes des autres et les effets juridiques de l'équivalence»³. Même que le système russe a beaucoup hérité du système de droit français.

De plus le texte législatif français est un texte vivant et lui-même a été modifié plusieurs fois au cours du travail de traduction. Cela est expliqué par le fait que le système de la justice administrative en France vient de passer par la période des réformes et de grandes modifications ont été réalisées et sont en train de l'être. La version définitive en russe a été prise à la date du 1er janvier 2018.

² Gémard J.-C. Les enjeux de la traduction juridique. Principes et nuances // URL: <http://www.tradulex.com/Bern1998/Gemard.pdf>. P. 6.

³ Gémard J.-C. Op. cit. P. 7.

Mais bien sûr le plus grand travail a été réalisé au niveau de la langue, de discours juridique, du corps même du Code de la justice administrative. Comme l'écrit Bernard Thiry dans son étude de la traduction des notions qu'«idéalement, à une notion donnée dans un système doit en correspondre une autre équivalent dans l'autre système ; en ce cas, il y a équivalence parfaite. Les problèmes surgissent respectivement en cas d'équivalence partielle ou d'absence d'équivalence»⁴ Les équivalents parfaites n'ont pas posé de problèmes donc on ne va pas en parler. Par contre les deux autres grands groupes exigent plus de commentaires. Pour ce fait on va conséquemment diviser les difficultés qu'on a rencontrées en deux parties. Premièrement ce sont bien attendu les termes, notions qui ne sont pas de réalité de droit russe et donc il est plus difficile à trouver l'équivalent. Le deuxième groupe va inclure les notions qu'on peut trouver dans le contexte juridique russe mais qui doivent toujours avoir un seul équivalent tout au long du texte du Code.

On va commencer par les notions dont on ne trouve d'équivalent en russe et qui doivent être expliquées. Il convient de préciser que la liste n'est pas bien sûr exhaustive, de plus l'analyse détaillée ne constitue pas le but de cet étude. Il y a eu dans le texte des notions qui sont tout à fait inconnues au lecteur russe. Et on a préféré de calquer ces notions en laissant les commentaires aux notes de bas de page. C'est par exemple «cinquante pas géométriques» (пятьдесят геометрических шагов — Art. L521-3-1) ce qui constitue au droit français le statut juridique appliqué aux territoires d'outre-mer qui définit les conditions d'appartenance d'un certain territoire au domaine public maritime naturel. Un autre terme c'est le droit de panachage (панаширование — Art. R232-9) qui autorise le vote en faveur de candidats de listes différentes.

Encore on a eu un nombre de groupes de mots dont la différence n'a pas été claire si on prenait la traduction directe et il fallait chercher les solutions pas du coup évidentes. Comme le couple «les entités adjudicateurs — pouvoirs adjudicatrices» (Art. L551-1 — 551-19) — «государственные заказчики — организации, выступающими в качестве продавца от имени государственного заказчика» et tout ce qui a été lié à ces processus des transactions au nom de l'État. Puis un exemple plus simple — «demandeur — demandeur à l'action» — заявитель и заявитель по групповому иску (Art. L77-10-9 et autres). La traduction ici était situationnelle. La précision a été exigée par le contexte. La même chose concernait la notion «décret en Conseil d'État» — декрет после консультации Государственного совета (Art. L122-2 et autres) qui constitue le décret qui est pris par les organes normalement investis des pouvoirs législatives, Président ou Premier ministre, mais après l'avis obligatoire du Conseil d'État.

L'autre groupe de notions est «centre de détention (центр содержания под стражей — Art. 776-1 et autres) — centre de rétention (центр административного содержания под стражей Art. R776-16 et autres). Il fallait préciser que dans les centres de rétention se trouvaient les étrangers qui n'avaient pas de carte de séjour et leur séjour en France était illégal tandis que dans les centres de rétention les personnes se trouvaient avant et après la prise de la décision judiciaire. La troisième notion à cet égard est «assignation à résidence», traduite comme «назначение места жительства».

En allant plus loin il faut énumérer plusieurs organes ou postes qu'on devait expliquer pour comprendre les idées du législateur. C'est par exemple le Défenseur

⁴ Thiry B. Équivalence bilingue en traduction et terminologie juridiques : Qu'est-ce que traduire en droit? Université De Genève. Grejut, 2000. URL: <http://www.tradulex.com/Actes2000/Thiry.pdf>. P. 6.

des droits — Защитник прав (Art. R.123-3-1), poste qui a été créé suite à la réforme constitutionnelle de 2008 ; la Section des travaux publics du Conseil d'État — Секция общественных (публичных) работ (Art. R123-1), dont les fonctions exactes ne sont tout à fait claires d'après la traduction directe, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution — Орган по пруденциально-резолютивному контролю — qui effectue le contrôle des activités des banques et sociétés d'assurance (Art. L311-4), rapporteur public — публичный докладчик — qui n'est pas membre de la formation de jugement (Art. L7) et autres qui parfois sont plus habituels pour le lecteur russe qui parle français par exemple le Garde des Sceaux — министр юстиции — хранитель печатей (Art. L121-1 et autres) ou professions libérales juridique et judiciaires — свободные профессии (Art. R.122-31).

On peut mentionner aussi les notions qui ont exigé la traduction stricte, exacte et unique pour toutes les situations où on les rencontre comme «mémoires en défense — mémoire en intervention» (Art. R431-10 et autres) — меморандум в защиту ответчика и меморандум о вступлении в дело в качестве третьего лица. Ou encore «déclaration d'intérêt — декларация интересов (Art. R231-4 et autres) — déclaration d'honneur» — декларация о честности (Art. R221-13 et autres).

Pour continuer avec les groupes de notions on ne peut pas passer sans attention la différence entre «l'intérêt général et l'intérêt public» — всеобщий интерес и государственный интерес. Ici il convient de préciser que l'intérêt général (всеобщий интерес) ne constitue l'ensemble des intérêts individuels mais l'intérêt public de l'État, donc l'intérêt individuel dans ce cas-là ne coïncide pas toujours avec l'intérêt général.

À titre d'exemple pour donner plus de cas qui ont exigé l'attention importante des traducteurs et rédacteurs pour ne pas confondre les notions et ne pas prêter à confusion le lecteur, on peut énumérer les suivants: secrétariat (секретариат- Art. R132-7 et autres) — greffe (канцелярия суда — Art. R222-4 et autres) — greffier en chef (руководитель канцелярии — Art. R112-1-1 et autres) — secrétaire général (главный секретарь — Art. R226-1 et autres) — greffe de l'audience (секретарь заседания — Art. R226-5 et autres) — greffier (работник канцелярии суда) / secrétaire (секретарь) — Art. R224-10 et autres. Encore : jugement (решение) — décision (постановление) — arrêt (определение) dans l'article R224-10 et autres, où ces presque synonymes dans l'autre contexte exigent des équivalents plus stricts. Cela concerne aussi les types de notifications : notification/ avertissement / communication (y compris électroniques) / avis d'audience/ titre d'imposition (Art. R.522-10-1 et autres) qui ont été respectivement traduits comme уведомление/извещение/сообщение. Pour ne pas trop aller en détail on citera seulement les groupes qui exigeaient aussi une traduction assez concrète et précise. C'est bien sûr le groupe de notions «requête/ demande/recours» qui dans les contextes différents peuvent être traduit comme заявление/ходатайство/требование/жалоба. Et c'est seulement le juriste qui peut d'un cas à l'autre dans chaque situation concrète faire le choix définitif qui se base sur son expérience professionnelle et le sens de la langue de droit ce qui a été fait grâce à Mme Elvira Talapina. Cela concerne aussi les couples de mots plus connus et faciles à particulariser puisque la différence existe en russe aussi — par exemple frais et dépens — издержки и расходы (Art. L761-1 et autres) ou encore pensions, prestations et allocations (Art. R432-3 et autres) traduits respectivement comme — пенсии, льготы и пособия.

En deuxième lieu se trouvait le travail d'unification et d'harmonisation qui a été énorme. Il y a eu même des phrases qu'on devait dégager tout au long du texte qui étaient mot par mot les mêmes et qui ne devaient pas perdre cette uniformité. Aussi que la traduction de différents types des formations du Conseil d'État — de jugement, d'instruction, de droit commun ou dénominations des organes par exemple Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement — Национальная комиссия по контролю за осуществлением разведывательной деятельности (Art. L773-3 et autres) où le technique de renseignement a été traduit comme «разведывательная деятельность». Ou encore la Mission d'inspection des juridictions administratives — Постоянная миссия по контролю за административными судами (Art. L112-5 et autres).

Le travail a été long et dur. On a été toujours obligé de revenir au texte, revoir la traduction, prendre ses responsabilités pour les décisions, reformuler pour devenir plus clair, plus exacte, plus compréhensible. La traduction avec toutes les notes et le glossaire doit apparaître cet automne et elle doit être très utile et intéressante pour ceux dont le champ d'intérêt est le droit public, le droit comparé et le droit français en général.

BIBLIOGRAPHIE

1. Сумароков А. П. Что очень хорошо на языке французском, то может в точности быть скаредно на русском // Избранные произведения. — Л. : Советский писатель, 1957.
2. Bélanger Ch., Douyon-de Azevedo S., Michaud N. et Vallée C. «Faut-il être juriste ou traducteur pour traduire le droit ?» : contribution au débat // META. — Vol. 49. — № 2. — Juin 2004. — URL: <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/2004-v49-n2-meta770/009370ar.pdf>.
3. Bocquet C. La traduction juridique : Fondement et méthode. — Bruxelles : de Boeck, 2008.
4. Cornu M., Moreau M. Traduction du droit et droit de la traduction. — Paris : Dalloz, 2011 // Actes du colloque tenu à l'Université de Poitiers les 15 et 16 octobre 2009 sur le droit comparé et la traduction.
5. Gawron-Zaborska M. Le fantôme de la traduction littérale dans la traduction juridique. — Université De Genève. Grejut, 2000. — URL: <http://www.tradulex.com/Actes2000/gawron.pdf>.
6. Gémard J.-C. Aux sources de la «jurilinguistique» : texte juridique, langues et cultures // Revue française de linguistique appliquée. — 2011/1. — Vol. XVI. — P. 9—16. — URL: <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-linguistique-appliquee-2011-1-page-9.htm>.
7. Gémard J.-C. Les enjeux de la traduction juridique. Principes et nuances // URL: <http://www.tradulex.com/Bern1998/Gemard.pdf>.
8. Thiry B. Équivalence bilingue en traduction et terminologie juridiques : Qu'est-ce que traduire en droit? — Université De Genève. Grejut, 2000. — URL: <http://www.tradulex.com/Actes2000/Thiry.pdf>.
9. Yuste Frías J. (2000). Les ressources en ligne du traducteur juridique de l'an 2000. — Université De Genève. Grejut, 2000. — URL: <http://www.tradulex.com/Actes2000/Yuste.pdf>.